

Procès du financement libyen : Alexandre Djouhri et la rocambolesque exfiltration de l'ex-bras droit de Kadhafi

On sent que ça lui demande des efforts, mais Alexandre Djouhri reste calme. [Tout feu tout flamme en première instance](https://www.leparisien.fr/faits-divers/avec-nicolas-sarkozy-on-parlait-de-nos-divorces-de-velo-au-proces-libyen-le-show-dalexandre-djouhri-21-01-2025-6GBPQH-PFAZDPXGXMGEWJHJDORU.php) (<https://www.leparisien.fr/faits-divers/avec-nicolas-sarkozy-on-parlait-de-nos-divorces-de-velo-au-proces-libyen-le-show-dalexandre-djouhri-21-01-2025-6GBPQH-PFAZDPXGXMGEWJHJDORU.php>) au point d'être repris à plusieurs reprises par la présidente pour ses propos outranciers, l'homme d'affaires franco-algérien se tient sagement à la barre de la cour d'appel en ce début de semaine au procès des soupçons de financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

« J'ai fait appel car j'ai été victime d'un traquenard », avait lancé lors de sa première prise de parole le bouillonnant intermédiaire, condamné en septembre dernier à 6 ans de prison assortis d'une incarcération immédiate (il a été remis en liberté depuis) et à une amende de 3 millions d'euros. « Essayez de répondre de façon concise, si possible à la question posée », le cadre d'emblée le président Olivier Geron lundi après-midi pour son premier interrogatoire. « Je vous remercie, vous avez joué le jeu », le félicite le président deux heures plus tard.

Entre les deux, le prévenu aura certes fait preuve de modération dans son expression mais sans non plus réussir à totalement masquer son agacement. Ni à convaincre, ou à dissiper l'impression qu'il en dit beaucoup moins que ce qu'il peut en savoir.

Interroger Alexandre Djouhri, c'est se plonger dans le Who's Who politico-diplomatique des quarante dernières années, option Afrique et Moyen-Orient et droite de l'échiquier politique. On navigue entre Yasser Arafat - « j'ai travaillé avec son épouse »-; Jacques Chirac - « on m'a toujours traité de Chiraquien intégriste »-; Dominique de Villepin - « Dominique m'a toujours fait confiance »-; l'ancien chef des services de renseignement intérieur [Bernard Squarcini](https://www.leparisien.fr/faits-divers/la-gravite-des-infractions-commises-bernard-squarcini-condamne-a-2-ans-de-prison-ferme-pour-ses-barbouzeries-07-03-2025-B2N4SJSQ7JDGLLYALHD7AQJEKY.php) (<https://www.leparisien.fr/faits-divers/la-gravite-des-infractions-commises-bernard-squarcini-condamne-a-2-ans-de-prison-ferme-pour-ses-barbouzeries-07-03-2025-B2N4SJSQ7JDGLLYALHD7AQJEKY.php>) - « un homme pragmatique »-; et bien entendu Nicolas Sarkozy et son fidèle collaborateur Claude Guéant, auxquels il a rendu respectivement 14 et 59 visites durant leur bail à l'Élysée.

« Béchir Saleh n'a jamais remis un seul centime à Nicolas Sarkozy »

Mais pour l'heure, c'est sa très grande proximité avec Béchir Saleh, le grand argentier du régime libyen de Mouammar Kadhafi, qui intéresse la cour. Sous le coup d'un mandat d'arrêt, l'ex directeur de cabinet du « Guide » est soupçonné d'avoir été la source d'un des canaux de transfert de fonds illicites de la Libye vers la France. Il a été condamné en son absence à 5 ans de prison et 4 millions d'euros d'amende.

Une chose est certaine : Alexandre Djouhri a présenté Béchir Saleh à Nicolas Sarkozy. Mais une interrogation subsiste sur la date de cette première rencontre. Dans une interview - Béchir Saleh a davantage répondu aux journalistes qu'aux enquêteurs -, l'ex-dignitaire libyen assure que c'était en 2006, lorsque Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur. « C'était en 2007, au sujet de la libération des infirmières bulgares », objecte Alexandre Djouhri. « Je m'étonne que Béchir Saleh fasse une erreur aussi grossière que de confondre le ministre de l'Intérieur et le Président de la République », avance le président Geron. « Je pense qu'il ne se souvient pas », plaide le prévenu.

Surtout, Alexandre Djouhri dédouane son « frère » de toute implication dans le coeur du dossier. « Il n'a jamais remis un seul centime à Nicolas Sarkozy ou à Claude Guéant », jure-t-il. La cause de sa certitude ? « Automatiquement, cela serait passé par moi ! »

Exfiltration

Les relations entre les deux hommes sont toutefois marquées par un des épisodes les plus rocamboliques de cette affaire (<https://www.leparisien.fr/faits-divers/il-a-decolle-tranquillou-au-proces-sarkozy-letrange-version-dalexandre-djoughri-sur-lexfiltration-de-saleh-03-02-2025-FQO-MP7JWUZCP3AFNU7OVYI465M.php>). Le 3 mai 2012, durant l'entre deux-tours de la présidentielle, Béchir Saleh, qu'Alexandre Djouhri a fait venir en France six mois plus tôt après le soulèvement libyen, est exfiltré dans de bien curieuses conditions. Les avocats de partie civile rappellent que le contexte est aussi celui de la parution, quelques jours plus tôt, le 28 avril 2012, de la note Mediapart faisant état d'un financement de la campagne de Nicolas Sarkozy par le régime libyen et dans laquelle il est fait mention de Béchir Saleh.

« C'est une pure coïncidence ? » interroge ce mardi matin pour la reprise de l'interrogatoire Me Vincent Brengarth, l'avocat de l'association Sherpa. Alexandre Djouhri dément tout lien et reprend vite ses mauvaises habitudes. « Est-ce que vous pourriez mettre un peu plus de respect quand vous répondez à l'avocat », le tance Olivier Géron.

Comme en première instance, le prévenu justifie cet aller sans retour par une réunion interlibyenne au Niger à laquelle Béchir Saleh doit impérativement se rendre. « Il n'est pas parti de façon précipitée », revendique Alexandre Djouhri en réfutant le terme d'exfiltration. En revanche, il ne conteste pas avoir organisé ce trajet avec l'aide de Bernard Squarcini, alors patron de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI, devenue DGSI).

Bizarreries au Bourget

Curieusement, ce n'est pas le nom de Béchir Saleh qui figure comme unique passager du jet privé au départ de l'aéroport du Bourget mais celui... d'Alexandre Djouhri. Soi-disant pour des raisons de sécurité à l'arrivée. « Il n'y a pas de contrôle ? » s'étonne le président. « Il était connu et reconnu. Béchir est monté dans l'avion tranquillement, il n'y a pas de mystère. Souvent au Bourget on ne contrôle pas les passagers des avions privés », prétend l'homme d'affaires.

Sceptique, Me Vincent Ollivier, l'avocat de plusieurs familles de victimes de l'attentat du DC-10 d'UTA parties civiles, introduit un autre élément de contexte. À l'époque, Béchir Saleh fait l'objet d'une notice rouge d'Interpol émise par les autorités de transition libyennes. « Il est parti librement, il n'était pas en fuite », répète Alexandre Djouhri. Autre bizarrerie soulevée par l'avocat : aucune mention de ce vol n'existe dans les registres de la police de l'air et des frontières (PAF). « Parce que moi je travaille à la PAF ? Comment voulez-vous que je vous explique », s'énerve le prévenu. « Vous ne faites pas le lien entre toutes ces anomalies et la présence du chef du renseignement intérieur ? », poursuit Me Vincent Ollivier. « Comment voulez-vous que je fasse le lien ? », s'agace une fois encore Alexandre Djouhri.


Le procès se poursuit ce mercredi avec l'audition de Brice Hortefeux.

Cet article est paru dans Le Parisien (site web) (<https://www.leparisien.fr/faits-divers/proces-du-financement-libyen-alexandre-djoughri-et-la-rocambolique-exfiltration-de-lex-bras-droit-de-kadhafi-25-03-2025-5O4VX25WSVB7BK2RILB46VYGN4.php>).


Illustration(s) :

Alexandre Djouhri, le 13 janvier 2025, lors d'une audience du procès en première instance de l'affaire du présumé financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. LP/OLIVIER LEJEUNE

Claude Guéant

Préfet hors cadre Administrateur civil de 2e classe affecté au ministère de l'Intérieur (1971) 

Claude Guéant

Claude Guéant aura eu le parcours typique d'un haut fonctionnaire. Et pour cause une fois son dipl 

cabinet du préfet du Finistère (1971-1974) Secrétaire général pour les affaires économiques de ...

en poche et celui de l'Institut des études politiques de ...

Dominique de Villepin

Ministre plénipotentiaire Président du conseil d'administration de l'Office national des forêts (1996-1999) Secrétaire des affaires étrangères, chef du bureau Corne de l'Afrique à la direction des affaires ...

acteurspublics

Dominique de Villepin

Fils de Xavier de Villepin, sénateur, et de Yvonne Hétier, première conseillère de tribunal administratif, Dominique Marie François René Galouzeau, dit Dominique de Villepin, commence une licence de droit à l ...

evene.fr

Jacques Chirac

Après des études au lycée Louis le Grand, ce fils d'un administrateur de sociétés intègre Sciences-po, puis l'ENA. Dès 30 ans, il entre au cabinet de Georges Pompidou ...

evene.fr

Jacques Chirac

Trésorier de la Fondation Claude Pompidou (1969) Président de l'Association internationale des maires et responsables des capitales métropoles partiellement ou entièrement francophones (1979-1995) Auditeur à la Cour des comptes ...

acteurspublics

Mouammar Kadhafi

Après avoir fait ses études à l'académie militaire de Benghazi, Mouammar al-Kadhafi devient capitaine dans l'armée libyenne. A l'âge de vingt-sept ans, il prend le pouvoir ...

evene.fr

Nicolas Sarkozy

Le pire risque, c'est celui de ne pas en prendre Fils d'immigré hongrois, Nicolas Sarkozy a à son actif un parcours sans faille. En 1977, à peine âgé de ...

evene.fr

Nicolas Sarkozy

Avocat à la Cour d'appel de Paris Secrétaire national du RPR (1988-1990) Secrétaire général adjoint

acteurspublics

Yasser Arafat

Né en Palestine sous le mandat britannique, Yasser Arafat suit une formation d'ingénieur au C

evene.fr

chargé des fédérations
(1990-1993) Secrétaire général
du RPR (1998-1999) Président
...

en 1959 le Fatah, mouvement
nationaliste, qui fusionne avec
d'autres organes en ...

© 2026 Le Parisien. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20260325·PFR·c3134661db63499a6a67b2cf0fc605966d99465c